



NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# CONTRE LE TRI SOCIAL À L'ÉCOLE TOUS ET TOUTES ENSEMBLE AUX CÔTÉS DES JEUNES POUR LEUR AVENIR

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 8 FÉVRIER 2018

Il y a longtemps qu'à tous les niveaux du système scolaire, les enfants des classes populaires sont massivement orientés vers les filières les plus courtes, donc avec moins de chances que les autres d'accéder aux études longues.

Et quand ils y parviennent, c'est souvent dans des filières moins prestigieuses et au prix de gros sacrifices financiers pour leur famille.

Avec les réformes Macron, cette sélection sociale, qui s'exerce à chaque étape de la scolarité, va encore s'aggraver.

## DÉVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE : UNE VIEILLE REVENDICATION PATRONALE

« Faire de l'alternance la voie d'accès privilégiée aux emplois de qualification moyenne ». Ce projet figurait au programme du candidat Macron.

Une réforme actuellement en discussion se prépare pour 2018, avec pour but essentiel le développement de l'apprentissage. Au détriment des lycées professionnels, elle vise à mettre la formation professionnelle plus directement sous contrôle d'un patronat avide de main d'œuvre adaptée à ses besoins, directement « employable » comme ils disent.

On comprend facilement que ce ne sont pas les enfants des classes favorisées qui sont visés.

## ENTRÉE À L'UNIVERSITÉ : PARCOURS D'OBSTACLES EN FAIT, UNE SÉLECTION QUI REFUSE DE DIRE SON NOM

A l'université, on attend plusieurs dizaines de milliers d'étudiant.es en plus dans les années qui viennent. Mais à l'heure de la réduction des dépenses publiques, les moyens ne seront pas à la hauteur des besoins.

La réforme en cours va donc autoriser chaque filière d'université à fixer ses critères - les fameux « attendus » - pour choisir les titulaires du bac qui y seront admis.

Dans les filières qui manquent de places, il va falloir de solides dossiers pour faire les études de

son choix. Les titulaires de bacs-pro ou technologiques, massivement issu.es des catégories populaires, seront les premiers à en faire les frais.

On aura donc, plus encore qu'aujourd'hui, les filières d'excellence pour les un.es et les filières dévalorisées pour les autres.

## À L'ÉCOLE COMME AILLEURS, UNE POLITIQUE DE CLASSE AU SERVICE DU CAPITAL

La politique d'austérité de Macron prive de moyens les services publics - hôpitaux, Ehpad, éducation... - tout en multipliant les cadeaux fiscaux aux capitalistes-actionnaires et aux ultra-riches.

Mais, au-delà de cela, il s'agit aussi de remodeler complètement le fonctionnement de la société au service du patronat et du grand capital, à qui les « ordonnances Macron » viennent de donner plus de facilité pour licencier et précariser.

Avant de réformer l'assurance-chômage pour obliger les privé.es d'emploi à accepter les boulots précaires, à temps partiel imposé et mal payés.

Ce n'est pas pour rien que le gouvernement veut aujourd'hui réformer l'apprentissage et

sélectionner à l'entrée à l'université.

Moins on fait d'études, plus on est à la merci du patron, moins on a de diplômes - remplacés de plus en plus par des « blocs de compétences » - et moins on peut faire respecter ses droits.

## REFUSER L'AVENIR RÉSERVÉ À LA JEUNESSE, C'EST PRÉPARER L'AVENIR DE TOUTE LA SOCIÉTÉ

Salaires, emploi, logement, services publics, rien ne va plus pour des millions d'entre nous. Avec les jeunes pour leur avenir et pour le nôtre, c'est toute la société qu'il faut changer.

**Contre Macron et son gouvernement, l'heure est venue de transformer toutes nos colères en mobilisation générale.**

**C'est à cette condition que nous nous donnerons vraiment les moyens de les faire reculer.**



## **EN ALLEMAGNE, ILS ONT GAGNÉ PLUS DE 4% D'AUGMENTATIONS DE SALAIRE !**

Depuis la fin du mois de janvier, des grèves se déroulent en Allemagne, dans toutes les usines de la métallurgie. On nous serine sur le soi disant « bon exemple allemand », où les travailleurs accepteraient, sans rien dire, l'austérité. Bobard !

Le patronat vient de lâcher une hausse des salaires de 4,3 %, plus des primes importantes. Même si dans cet accord, la réduction du temps de travail sert surtout à augmenter la flexibilité, cela montre qu'à la fois la diminution du temps de travail et l'exigence des augmentations de salaires sont au cœur des mobilisations possibles. L'accord a été passé dans la région du Bade-Wurtemberg, là où il y a de nombreuses usines automobiles, dont BMW. Il devrait être élargi aux 3,6 millions de métallos en Allemagne.

Ce n'est qu'un début : dans de nombreux pays, des augmentations de salaires sont gagnées aujourd'hui. Cela inquiète capitalistes et boursicoteurs. Ici aussi, c'est le moment de revendiquer des augmentations de salaires et une réduction du temps de travail. La grève permet de faire céder les patrons !

## **ILS ONT OSÉ : LES EFFETS NOCIFS DU DIESEL TESTÉS SUR DES HUMAINS !**

Volkswagen avait déjà dissimulé l'utilisation de moteurs diesel truqués sur 8 millions de voitures. PSA a été poursuivie par la répression des fraudes pour « *tromperie aggravée sur 2 millions de véhicules* ».

Aujourd'hui, le scandale du diesel rebondit. Un organisme financé par Volkswagen, Daimler, BMW et Bosch a fait tester par des singes, mais aussi par des « cobayes » humains les effets des gaz émis par des moteurs diesel. Non seulement ils ont osé commander ces tests, mais ils en ont caché les résultats, trop défavorables au diesel. Cela aurait nui à leurs ventes et à leur image de marque.

Voilà jusqu'où peut aller la course au profit, moteur de « leur » système capitaliste ! Après les affaires du Lévothrox, de Lactalis ou d'autres, qui peut croire que de tels agissements sont l'apanage de l'industrie automobile ?

Aujourd'hui, le scandale est tel que tout le monde s'indigne au plus haut niveau. Et quelques têtes vont tomber. Mais tant que le secret industriel et commercial ne sera pas levé, rien ne pourra empêcher la course aux profits de produire de tels résultats.

## **PÉAGES D'AUTOROUTE : RACKET INSUPPORTABLE**

Les péages viennent encore d'augmenter. Mais quand on lui dit que c'est sa « *juste participation à l'entretien du réseau* », l'usager, lui, a juste l'impression de servir de vache à lait pour grossir les profits des sociétés d'autoroutes. D'autant plus s'il n'a pas d'autre choix que d'emprunter une autoroute tous les jours pour aller bosser.

Dès 2014, la Cour des Comptes et l'Autorité de la Concurrence soulignaient le caractère « hors

norme » de la rentabilité des autoroutes. Des autoroutes financées par le contribuable, puis, dans les années 2000, privatisées-bradées au profit de filiales des géants du BTP : Vinci, Eiffage et autres. De ce côté, c'était le jackpot assuré : des concessions de longue durée, des péages pompe à fric pour les filiales ; de grands chantiers autoroutiers pour les maisons-mères. Clairement, le choix de l'intérêt privé contre l'intérêt général.

Un scandale qui justifie l'exigence du retour des autoroutes dans le giron public, sans aucune indemnisation, ni rachat.

## **POUR GAVER SES ACTIONNAIRES CARREFOUR SACRIFIE SES SALARIÉ-E-S**

Des milliers d'emplois supprimés, des centaines de magasins fermés : le plan de restructuration annoncé n'est pas justifié par les difficultés de l'entreprise – son chiffre d'affaires a atteint des sommets en 2017 – mais par la volonté de positionner Carrefour au mieux sur de nouveaux créneaux pour l'avenir : numérique, ventes en ligne, « bio »... Il s'agit avant tout de continuer de servir aux actionnaires de juteux dividendes. Résultat : à l'annonce du plan, le prix de l'action Carrefour a grimpé en Bourse !

Une restructuration sur leur dos : les salarié.e.s ne l'entendent pas de cette oreille, et ont décidé de se battre. Ils-elles ont bien raison. Mais l'expérience montre qu'il est difficile de gagner contre les licenciements et suppressions d'emplois en restant chacun dans sa boîte. Dans le public comme dans le privé, ce sont des dizaines de milliers d'emplois – sinon plus – qui sont sur la sellette, en ce début d'année. Pourquoi pas un « Tous Ensemble » pour stopper l'engrenage ?

## **FONCTION PUBLIQUE : GRANDE BRADERIE EN VUE**

Sarkozy en avait rêvé. Sans états d'âme, Macron et son gouvernement assument de faire le sale boulot. Réduire le déficit budgétaire tout en multipliant les cadeaux fiscaux aux capitalistes-actionnaires et ultra-riches suppose de tailler à la hache dans les dépenses. Quoi de mieux qu'un dynamitage de la Fonction Publique ?

Dans son programme de campagne, Macron avait annoncé l'objectif : 120.000 fonctionnaires en moins. On connaît aujourd'hui la méthode : recenser en détail les missions de l'Etat qui pourraient être confiées au privé ; introduire dans les services de l'Etat les méthodes de management du privé pour augmenter la « productivité » des fonctionnaires (celle des infirmières, des gardiens de prison, des instits de maternelle ? On croit rêver !); le recrutement de contractuels à la place de fonctionnaires ; et pour compléter le tout, un soi-disant « plan de départs volontaires ».

Le cadre est fixé : le gouvernement propose juste aux syndicats de discuter de ses modalités d'application. Une véritable provocation !